

CONCESSION DE SERVICE

PRESTATION DE REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE DES PARENTS ET DE LEURS NOUVEAU-NÉS AU SERVICE DE MATERNITE DU CENTRE HOSPITALIER DE HAGUENAU

64 avenue du Professeur René Leriche – BP 40252 - 67504 HAGUENAU Cedex
Tél. 03.88.06.33.33 - Fax 03.88.06.30.30

Internet : <http://www.ch-haguenau.fr>

Entre :

D'une part,

Le Centre Hospitalier de Haguenau

64 avenue René Leriche

67500 HAGUENAU

Représenté par son Directeur, Monsieur Mathieu ROCHER

et

D'autre part,

La société (Raison Sociale)

Adresse :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIRET/registre du commerce/répertoire des métiers :

Représentée par (Signataire) :

Nom :

Prénom :

Qualité :

Et ci-après dénommée le « concessionnaire »,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Au cœur de l'Alsace du Nord, le Centre Hospitalier de Haguenau (CHH) répond au besoin d'un bassin de population d'environ 300 000 habitants et couvrent les secteurs de Haguenau, Bischwiller et Wissembourg.

Le service de maternité du Centre Hospitalier de Haguenau dispose d'un service de médecine néonatale comprenant une unité de soins intensifs. La Maternité du CHH peut donc assurer, outre le suivi des grossesses normales, le suivi des grossesses pathologiques et l'accouchement prématuré à partir de 32 semaines d'aménorrhée.

Le service de maternité accueille environ 1 200 naissances par an environ.

Le Centre Hospitalier de Haguenau souhaite concéder à un prestataire extérieur spécialisé un service professionnel de photographies dans le service de maternité à l'attention des jeunes parents et leurs nouveau-nés.

La présente consultation porte sur une concession de services soumise aux articles L. 1121-1 et suivants du code de la commande publique. Elle a pour objet la réalisation de photographies de nouveau-nés dans le service de maternité du Centre Hospitalier de Haguenau.

A l'issue de la consultation et en application de l'article L. 3132-1 du code de la commande publique, il sera procédé à la signature d'une **convention d'occupation temporaire du domaine public**.

Le concessionnaire se rémunérera exclusivement sur les recettes perçues auprès des usagers et assumera les risques d'exploitation.

En contrepartie de l'occupation du domaine par le concessionnaire, une redevance sera due à l'autorité concédante.

La redevance due dans le cadre de l'occupation du domaine public tient compte des avantages de toute nature, procurés au titulaire de l'autorisation.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONCESSION

La présente concession prend effet à compter du 1^{er} juillet 2025 pour une durée de 12 mois. Elle pourra être reconduite tacitement 3 fois par période de 12 mois.

En cas de non reconduction, le concessionnaire sera informé deux mois avant la date d'anniversaire du contrat par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de définir une date certaine. Il ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 3 – MODALITES D'EXÉCUTION DE LA CONCESSION

3.1. Communication :

Le concessionnaire mettra à la disposition des usagers des plaquettes d'information qui feront apparaître les informations suivantes :

- les coordonnées du prestataire ;
- la remise d'une photographie gratuite à chaque famille photographiée ;
- la possibilité offerte à chaque famille photographiée, sur simple demande, de pouvoir consulter la liste complète des prestations proposées ainsi que le barème des tarifs correspondant à ces différentes prestations ;
- les offres proposées ;
- les tarifs pratiqués.

Dans l'hypothèse où les prix évolueraient conformément à l'article 6.1 du présent contrat, ces plaquettes devront être mises à jour et être transmises au service de la maternité du CHH et à la Direction des Equipements, des Ressources Logistiques et des Achats.

Le concessionnaire fournira également, pendant toute la période d'exécution de la concession, une affiche qui sera apposée à l'entrée du service de la maternité. Cet affichage précisera :

- les coordonnées du prestataire ;
- la remise d'une photographie gratuite à chaque famille photographiée ;

- les périodes d'intervention des photographes, avec mention des dates et heures de passages dans le service ;
- les règles à respecter par la société autorisée à exercer son activité dans le service, en matière de présentation et de remise des clichés ;
- les règles applicables en matière de démarchage à domicile (droit de rétractation prévu à l'article L. 221-18 du Code de la Consommation etc.) ;
- un extrait tarifaire TTC comportant les produits les plus sollicités.

Cet affichage devra préalablement être soumis pour validation à la Direction des Equipements, des Ressources Logistiques et des Achats du Centre Hospitalier de Haguenau.

3.2. Organisation des visites

Les dates et heures de passage du photographe du prestataire seront fixées en accord avec le cadre du service maternité, et affichées dans le service durant toute la période d'exécution de la concession.

Par ailleurs, l'organisation des reportages photographiques des bébés nés sous X est à définir avec le personnel d'encadrement du service de Maternité.

Avant toute intervention, il appartiendra au photographe autorisé à intervenir de se présenter au cadre du service ou à l'équipe soignante du service, pour obtenir la liste des chambres dans lesquelles il est autorisé à proposer ses services. Le photographe ne pourra accéder qu'aux chambres désignées par l'encadrement du service de maternité.

Il est strictement interdit au photographe d'aller dans les chambres de la maternité sans accord du cadre du service ou d'un membre de l'équipe de maternité.

Les prises de vues seront effectuées par le personnel du concessionnaire, à l'exclusion de toute participation du personnel du CHH.

Le concessionnaire n'effectuera aucune transaction commerciale, ni règlement financier dans l'enceinte du CHH. La violation de cette disposition entraînera la résiliation de la convention de plein droit.

L'exercice de cette activité ne devra apporter aucune perturbation dans le fonctionnement du service concerné.

En cas de besoin, le Centre Hospitalier de Haguenau se réserve le droit de modifier le planning d'intervention du prestataire. Toute modification du planning ou changement de localisation des activités du prestataire ne saurait être constitutive d'un droit, ni donner droit à une quelconque indemnité en faveur du prestataire.

Le Concessionnaire s'engage à informer sans délai le CHH de tout changement de photographe accrédité par lui, qu'il s'agisse d'un remplacement temporaire ou définitif.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1. Modalités d'exécution

Pendant la durée de la présente concession, sous réserve de l'accord des familles, le prestataire est autorisé à photographier les parents et leurs nouveau-nés, ou autres personnes désignées par eux, lors de leur séjour dans les locaux du service de maternité du CHH.

Les prises de vues réalisées par le concessionnaire ainsi que les adresses des familles ne pourront être utilisés en dehors du cadre du présent contrat et en aucun cas à d'autres fins, notamment publicitaires.

Seules sont autorisées les prises de vues réalisées dans le respect des dispositions du Code civil, du Code de la consommation, du Code de la santé publique et dans le but d'apporter, à titre de souvenir, des photographies aux parents conformément à la Loi Informatique et Liberté du 6 janvier 1978 relative à la protection de la vie privée.

Au nom du droit de l'image, le concessionnaire sollicitera systématiquement l'autorisation écrite et préalable du représentant légal du nouveau-né avant de réaliser la prise de vue. Est désigné comme le représentant légal, le (ou les) parent(s) titulaire(s) de l'autorité parentale ou le tuteur légal.

Il sollicitera également l'autorisation écrite des autres personnes amenées à être photographiés au cours du reportage.

Aucune personne ne pourra être photographiée sans son consentement clair et explicite. Les mères mineures ne seront photographiées qu'après accord de leur représentant légal. S'agissant des mères ne maîtrisant pas la langue française, les informations relatives à la prestation proposée devront faire l'objet d'une traduction permettant l'obtention d'un consentement éclairé.

Seuls les parents acceptant d'être photographiés et souhaitant avoir une présentation des clichés à domicile communiquent leurs coordonnées au concessionnaire. Aucune information personnelle ne sera transmise par le CHH.

La première prise de contact auprès des parents devra être réalisée avec précaution et discernement. Les conditions de vente seront portées à la connaissance des usagers de façon claire et explicite, par écrit et préalablement à toute exécution de la prestation. De même, l'entière liberté pour les parents d'accepter ou non des prestations est expressément indiquée.

Après accord, un document sera mis à disposition des parents préalablement à tout reportage, il comprendra à minima les informations suivantes :

- les prestations proposées ainsi que les tarifs correspondants ;
- la remise d'une photographie gratuite à chaque famille photographiée ;
- l'absence d'obligation d'achat ;
- les règles applicables en matière de vente par correspondance et de démarchage à domicile (droit de rétractation prévu à l'article L. 221-18 du Code de la Consommation etc.) ;
- la décharge de responsabilité du CH de Haguenau ;
- le formulaire de rétractation prévu à l'article R. 221-1 du Code précité.

Seuls des photographies et des supports photographiques pourront être commercialisés dans le cadre de la convention.

Les parents pourront consulter les autres photos s'ils le désirent lors de la présentation du reportage, sans qu'il en résulte pour eux une obligation d'achat, conformément à la Loi N° 93-949 du 26 juillet 1993 relative au code de la Consommation.

Les offres proposées aux familles ne pourront être différentes de celles prévues dans la présente convention et devront correspondre en tous points à celles fournies dans le dossier de candidature. Dans l'hypothèse où le concessionnaire souhaite modifier l'offre proposée, il devra au préalable transmettre au CHH les changements envisagés ainsi que les caractéristiques de la nouvelle offre. Faute d'accord exprès du CHH, les modifications ne peuvent être appliquées.

Une photographie couleur de 15 x 21 cm sera offerte sans obligation d'achat à la famille photographiée en format papier et/ou numérique dans un délai maximal d'un mois après la prise de vue.

Le concessionnaire s'engage à n'effectuer aucune transaction commerciale, ni règlement financier dans l'enceinte du CHH. La violation de cette disposition entraînera la résiliation de la convention de plein droit.

4.2. Offres consenties par le concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à offrir un reportage photo complet (coffret + reportage photo + clé USB) :

- à l'ensemble des bébés nés sous le secret,
- aux patientes socialement signalées par le représentant désigné du CHH,
- au personnel du CHH.

Par ailleurs, il proposera à titre gracieux au Centre Hospitalier de Haguenau :

- les reportages des événements marquants du service Maternité à hauteur de deux événements par an maximum.
- la décoration du service Maternité sous réserve des normes de sécurité hospitalières.

ARTICLE 5 – RESPECT DES RÈGLES DE SÉCURITÉ ET D'HYGIÈNE

Le personnel du concessionnaire devra se conformer aux dispositions générales applicables dans les établissements de santé, notamment en ce qui concerne le respect du règlement intérieur, des règles d'hygiène, des règles de sécurité, de la confidentialité et la discrétion professionnelle.

Par ailleurs, les photographes qui interviennent dans les services devront être en règle à l'égard des mesures de médecine préventive (vaccinations obligatoires) et médecine du travail en vigueur. Ils devront porter une tenue vestimentaire correcte et en parfait état de propreté.

ARTICLE 6 – PRIX DES PRESTATIONS

L'exploitation est assurée aux risques et périls du concessionnaire. En contrepartie, ce dernier se rémunère directement auprès de l'utilisateur. Le paiement est effectué par l'utilisateur ou son représentant, auprès du concessionnaire.

Le concessionnaire remet à l'utilisateur un justificatif de paiement nominatif et détaillé précisant :

- La nature et le coût de la prestation selon le niveau de prestations demandé,
- Le délai de livraison,
- Les tarifs appliqués exprimés en € TTC.

Toutes les offres sont soumises à l'accord préalable de la patiente pour la réalisation de la séance photos et à l'acceptation des offres proposées. La commande est résiliable dans les 7 jours qui suivent l'accord de la patiente conformément à la réglementation relative aux démarchages.

6.1. Révision des prix :

Les tarifs facturés aux familles sont fermes pendant la première période d'exécution du contrat. Les prix pourront ensuite être ajustés à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du contrat.

Toute demande de révision des prix sera adressée à celluledesmarches@ch-haguenau.fr au plus tard trois mois avant l'échéance de la période en cours. Au-delà de cette date ou en l'absence de demande expresse de révision des prix par le concessionnaire, les prix seront reconduits à l'identique pour un an.

Les prix sont révisables, ligne par ligne, dans la limite maximale de 2 % de hausse par prix et par an. Le Concessionnaire devra joindre à sa demande la liste complète des prestations et des tarifs N-1, tarifs N ainsi que les plaquettes d'information mises à jour.

Cette révision devra être acceptée et validée par le CHH.

6.2. Redevance due au CHH :

Le montant de la redevance est précisé par le prestataire dans son offre et entre dans les critères d'évaluation de son offre. La redevance sera calculée sur la base d'un montant forfaitaire par enfant photographié.

Le prestataire versera au CHH la redevance contractuelle définie sur la base d'un titre de recettes émis trimestriellement par le Centre hospitalier de Haguenau.

Pour ce faire, tous les trois mois, le prestataire transmettra au Centre Hospitalier de Haguenau les pièces justificatives susceptibles de l'éclairer sur le montant des redevances à percevoir.

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES

7.1. Obligations du CHH :

- Le CHH permettra l'accès au personnel du concessionnaire aux chambres sous réserve du respect par ce dernier des obligations définies à l'article 7.2 du présent document ;
- Le CHH s'engage à prévenir le concessionnaire de toute anomalie qui lui serait signalée pendant l'exécution de la concession.

7.2. Obligations du concessionnaire :

- Ne pas gêner la continuité et le bon fonctionnement du service public ;
- Dépêcher des photographes professionnels exclusivement ;
- Ne procéder à aucune forme de discrimination entre les usagers ;
- Se conformer au règlement intérieur du Centre hospitalier (un exemplaire sera remis à la notification du présent contrat) ;
- Fournir des prestations égales en qualité à l'ensemble des usagers et garantir une qualité de prestation optimale ;
- Obtenir l'accord préalable du cadre du service de maternité avant d'accéder à la chambre d'un usager ;

- N'être à la source d'aucune gêne ou perturbation dans l'activité des services de soins ;
- Garantir la conformité de la prestation au regard des normes en vigueur (droit à l'image, CNI,) ;
- Remettre, à la Direction du Centre hospitalier, un rapport d'activité, portant sur les 12 mois écoulés, détaillant au le nombre de prestations réalisées payantes et gratuites, ainsi que le nombre d'interventions réalisées ;
- Respecter le secret professionnel ;
- Ne pas céder, transférer ou apporter à un tiers ou à une société quelconque, tout ou partie de ses droits à la concession prévues par la présente convention.

Confidentialité :

Le concessionnaire s'engage à respecter les obligations de discrétion, de confidentialité et de secret professionnel relatives au fonctionnement du service, aux personnes qui y séjournent, aux personnels qui y travaillent et à toute information dont elle aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Identification :

La personne représentant le concessionnaire sera identifiée par le port d'un badge qui indiquera de manière lisible son nom, son prénom, sa qualité de photographe ainsi que le nom de la société prestataire. En cas de perte ou de vol du badge identifiant les intervenants, il s'engage à en informer sans délai le Centre Hospitalier.

Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, le concessionnaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le concessionnaire communique au Centre Hospitalier de Haguenau les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Le concessionnaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du Centre Hospitalier de Haguenau.

Le concessionnaire informe sans délai le Centre Hospitalier de Haguenau des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. L'établissement peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

En cas de méconnaissance par le concessionnaire ou tout personnel placé sous son autorité ou sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants au cours de l'exécution du marché, des obligations de respect des principes d'égalité devant le service public, de neutralité et de laïcité, le concessionnaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 € par manquement constaté, après une mise en demeure restée infructueuse. A défaut de réponse du concessionnaire dans le délai figurant dans la mise en demeure, ou si le pouvoir adjudicateur constate que les mesures prises par le concessionnaire ne permettent pas de remédier aux manquements, les pénalités s'appliquent.

De plus, lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, le Centre Hospitalier de Haguenau se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute.

ARTICLE 8 – PENALITES – INTERVENTION DE LA PERSONNE PUBLIQUE

Faute pour le Concessionnaire de remplir les obligations qui lui sont imposées par la présente convention, des pénalités peuvent lui être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers ou le CHH.

Cette pénalité court de plein droit à compter, soit de la constatation du manquement dans les cas expressément prévus par la convention, soit à l'expiration du délai imparti au Concessionnaire pour répondre aux demandes que le CHH lui adressent.

Les pénalités sont applicables dès le premier euro et ne sont pas plafonnées.

Les pénalités sont payées par le Concessionnaire à compter de la réception du titre de recettes correspondant.

Pénalités et indemnités pour faute encourue par la Concessionnaire

- En cas de défaillance dans la réalisation de la prestation et sauf cas de force majeure, des pénalités pourront être appliquées au Concessionnaire dans les conditions suivantes :
 - En cas de non-respect du planning d'intervention : 50 € HT par cas constaté.
 - En cas d'absence du port du badge : 50 € par cas constaté.
 - En cas de perturbation dans l'activité des services de soins : 200 € HT par cas constaté.
 - En cas de passage dans une chambre de la maternité sans accord préalable du service : 300 € HT par cas constaté.
 - En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité : 500 € HT par cas constaté.
 - En cas de mauvais comportement du personnel du Concessionnaire sur le site, faute lourde, vol, violence sur patient ou autre, entrée de personnel non habilité, non-respect des règles de confidentialité ou du secret professionnel : 500 € HT par cas constaté.
- En cas d'absence de production du rapport d'activité annuel ou de non-paiement de la redevance et après mise en demeure restée sans résultat dans un délai de 15 jours, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.
- En cas de non-respect de l'une des dispositions contractuelles, une pénalité de 100 € pourra être appliquée.

Autres pénalités :

Le Concessionnaire ne s'acquittant pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail s'expose à des pénalités dont le montant est au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

Intervention de la personne publique :

En cas de manquement grave, manifeste et répété d'un membre du personnel du concessionnaire, le Centre Hospitalier de Haguenau se réserve le droit de demander le remplacement immédiat de l'agent en cause. Ces

manquements peuvent être notamment le non-respect des obligations définies à l'article 7.2 du présent document.

ARTICLE 9 – PIECES CONTRACTUELLES

La concession est constituée des documents contractuels suivants énumérés par ordre de priorité décroissant. En cas de contradiction entre les documents, cet ordre prévaut :

- Le contrat de concession de service valant engagement dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi,
- L'annexe financière dûment complétée,
- L'offre technique du concessionnaire.

Les documents sont à accepter sans aucune réserve ou modification par le concessionnaire.

ARTICLE 10 – FIN DU CONTRAT

Le contrat cesse de produire ses effets dans les cas suivants :

- A la date d'expiration du contrat ;
- En cas de déchéance du concessionnaire ;
- En cas de résiliation du contrat ;
- En cas de redressement ou liquidation judiciaire du concessionnaire.

Le Concessionnaire versera le montant de la redevance due à la date de fin du contrat.

Résiliation à titre de sanction, en cas de déchéance du Concessionnaire

Le CHH se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et :

- sans mise en demeure préalable en cas de :
 - Dissolution volontaire ;
 - Fraude ou malversation de la part du concessionnaire ;
 - Manquement grave ou répété à l'une des obligations définies dans le contrat.
- Après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé réception dûment motivée et restée sans réponse dans le délai imparti, notamment si :
 - Le concessionnaire n'assure plus le service concédé depuis sept jours, consécutifs ou non, sur une période d'un mois, dûment constaté, sauf cas de force majeure ou de grève ;
 - Le concessionnaire ne se conforme pas aux injonctions et aux mises en demeure du CHH ;
 - Le concessionnaire ne s'acquitte pas des obligations financières visées au présent contrat ;
 - Le concessionnaire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation préalable du CHH.

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le CHH peut mettre fin au présent contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général. La décision ne peut prendre effet qu'après un délai de trois mois à compter de sa date de notification dûment motivée, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen permettant de définir date certaine. Le concessionnaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Redressement judiciaire et liquidation judiciaire

Tout jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHH par le Concessionnaire. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de la convention.

En cas de redressement judiciaire du Concessionnaire, la déchéance pourra être prononcée, après mise en demeure adressée à l'administrateur judiciaire. Elle sera prononcée si l'administrateur a renoncé à l'exécution du contrat, soit explicitement, soit implicitement :

- si ce dernier ne répond pas à la demande du CHH dans le délai imparti par la loi ;
- si l'exploitation est effectivement arrêtée pour une période de plus de 5 jours ouvrés.

Cette déchéance interviendra alors de plein droit sans que le Concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas de liquidation de la personne morale, la déchéance interviendra de plein droit sans que le Concessionnaire ou l'administrateur puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11 – RESPONSABILITÉS – ASSURANCES

Responsabilité

Le concessionnaire est seul responsable de son activité et des dommages éventuels qui lui seraient liés. En aucun cas la responsabilité du Centre Hospitalier de Haguenau ne peut être engagée, et ce, quel que soit la cause du dommage et son préjudice.

En cas de litige entre le concessionnaire et l'un de ses clients, le CHH ne pourra être mis en cause ou se trouver contraint de conduire une quelconque médiation entre les parties.

Assurances

Le concessionnaire souscrit, auprès d'une compagnie notoirement solvable, un contrat d'assurance responsabilité civile couvrant d'une manière suffisante tous dommages éventuellement occasionnés aux hospitalisés, aux visiteurs, aux personnels, aux locaux et matériels du CHH dans le cadre de son activité. Il s'engage à fournir une nouvelle attestation à chaque échéance du contrat d'assurance.

ARTICLE 12 - LITIGES ET REGLEMENTS AMIABLES

Tout litige ou contestation afférent à l'interprétation ou à l'exécution de cette consultation et à la convention, et qui ne pourrait être réglé à l'amiable, sera soumis au Tribunal Administratif de Strasbourg.

Etant donné le caractère de domaine public des lieux, les dispositions, lois et règlements spéciaux sur les loyers ou sur la propriété commerciale sont inapplicables.

Fait à Haguenau, le

Le Directeur
du Centre Hospitalier de Haguenau

Le concessionnaire

Mathieu ROCHER